

Le régime des actes de commerce

La preuve des actes de commerce

(Articles L110-3, principe de liberté de la preuve)



Recevabilité des modes de preuve :

L'article 110-3 du C. Com, pose le principe de liberté de la preuve. les actes de commerce peuvent être prouvés par tout moyen

Le formalisme :

Pour les contrats synallagmatiques, un seul écrit suffit. Pour les engagements unilatéraux, pas besoin d'écrit signé mentionnant le montant de la dette.

Hiérarchie des modes de preuve :

En droit commercial, il n'y a aucune hiérarchie entre les modes de preuve. On peut prouver contre ou outre un écrit, par tout autre mode de preuve, même non écrit.

Limite du principe de liberté de la preuve :

- Son champ d'application : il ne vaut qu'à l'égard des commerçants (**article L.110-3 C.Com**)
- Les exceptions légales : **article L.110-3 C.Com**, le principe de la liberté de la preuve s'applique "**à moins qu'il n'en soit disposé autrement par la loi**". Ex : vente de fonds de commerce (**L.141-1 C.Com**)



L'exécution de l'acte de commerce

Deux impératifs : rapidité (I) et sécurité (II)

I. Assurer l'impératif de rapidité

- La faculté de remplacement du débiteur défaillant : l'acquéreur non-livré d'une vente commerciale peut se procurer des marchandises identiques à celles promises auprès d'un tiers, puis se faire rembourser de ses frais par son cocontractant défaillant (**Cass. Req., 6 janvier 1869 ; Com., 20 janv. 1976**)
- La mise en demeure du débiteur : en cas d'inexécution d'une obligation, le créancier doit mettre en demeure le débiteur d'exécuter son obligation. Peut se faire par tout moyen.



II. Assurer l'impératif de sécurité

- La présomption de solidarité passive entre les codébiteurs : créancier peut exiger le paiement de la totalité de sa créance par n'importe lequel des codébiteurs solidaires. **(Ch. Req. 20 octobre 1920)**
- Faculté de réfaction du contrat en cas d'inexécution : cas d'inexécution partielle du contrat ou d'exécution défectueuse, au lieu de l'anéantir, le créancier peut demander au juge commercial de diminuer le prix de vente ou de la fourniture de service **(Com. 23 mars 1971)**
- La prescription extinctive des obligations commerciales: prescription est de 5 ans **(L.110-4 C. Com)**. sauf pour certains domaines avec l'article **L.110-4 C. Com** : réserve expressément l'application de durées plus courtes (transport, lettres de change).

La contestation des actes de commerce

La contestation se fait devant le tribunal de commerce ou devant une juridiction arbitrale

I. Les contestations portées devant les tribunaux de commerce (TC)

Organisation des tribunaux de commerce : Les tribunaux de commerce sont composés de juges élus au sein de la communauté des commerçants. **Article L.713-7 du C.Com** donne la liste des électeurs.

La compétence territoriale : Le principe est la compétence territoriale de droit commun : le tribunal compétent est celui du lieu où demeure le défendeur **(art 42 du CPC)**. Mais, cas particulier de la clause attributive de compétence territoriale = clause contractuelle prévoyant qu'un tribunal autre que celui désigné par la loi sera territorialement compétent pour connaître du litige relatif au contrat

La compétence matérielle : prévu par **article L.721-3 du C.Com**:

1ère comp : contestations relatives aux engagements entre commerçants

2ème comp : litiges relatifs aux sociétés commerciales **(art L210-1 al 2 du C.Com)**

3ème comp : litiges relatifs aux actes de commerce entre toutes personnes



II. Les contestations portées devant les juridictions arbitrales

Clause compromissoire : les parties conviennent que toutes les difficultés qui pourront naître à l'occasion de ce contrat seront soumises à un arbitre (clause doit être écrite + désigner les arbitres ou prévoir modalités de désignation + contrat conclu pour une activité professionnelle)

Compromis d'arbitrage : les parties décident de soumettre à l'arbitrage un litige déjà existant (**art 1447 CPC**). Doit être établi par écrit + désigner l'objet du litige + désigner le ou les arbitres ou prévoir les modalités de désignation

Règles procédurales : principe de la liberté contractuelle. il faut juste respecter les principes directeurs du procès et les principes de l'arbitrage (célérité, loyauté, confidentialité et cohérence). **art 1464 et 1468 CPC**.



Le cas particulier des actes mixtes

Actes conclus entre un commerçant et un non commerçant

I. Le régime dualiste (application distributive)

La preuve des actes mixtes : **art L110-3 C. Com**, la liberté de la preuve ne vaut qu'à l'égard des commerçants. Donc, il devra se conformer aux règles du droit civil (**1359 cciv**). En revanche, le non-commerçant bénéficie du principe de liberté de la preuve (**L110-3 C. Com**)

Contestation de l'acte mixte : la compétence du tribunal est déterminée en fonction de la **qualité du défendeur**. Le commerçant doit assigner le non-commerçant devant le tribunal judiciaire (**L.721-3C.Com**). Le non-commerçant peut choisir entre les deux tribunaux.

II. Le régime unitaire d'exception

La prescription des actes mixtes : la prescription est de 5 ans (**L.110-4 C. Com**)

La clause attributive de compétence territoriale : **article 48 du CPC**, la clause attributive de compétence territoriale est nulle dans un acte mixte.

UNIQUE

